

CARTE POSTALE DU DEHORS



PREMIERES IMPRESSIONS
MAI 2018

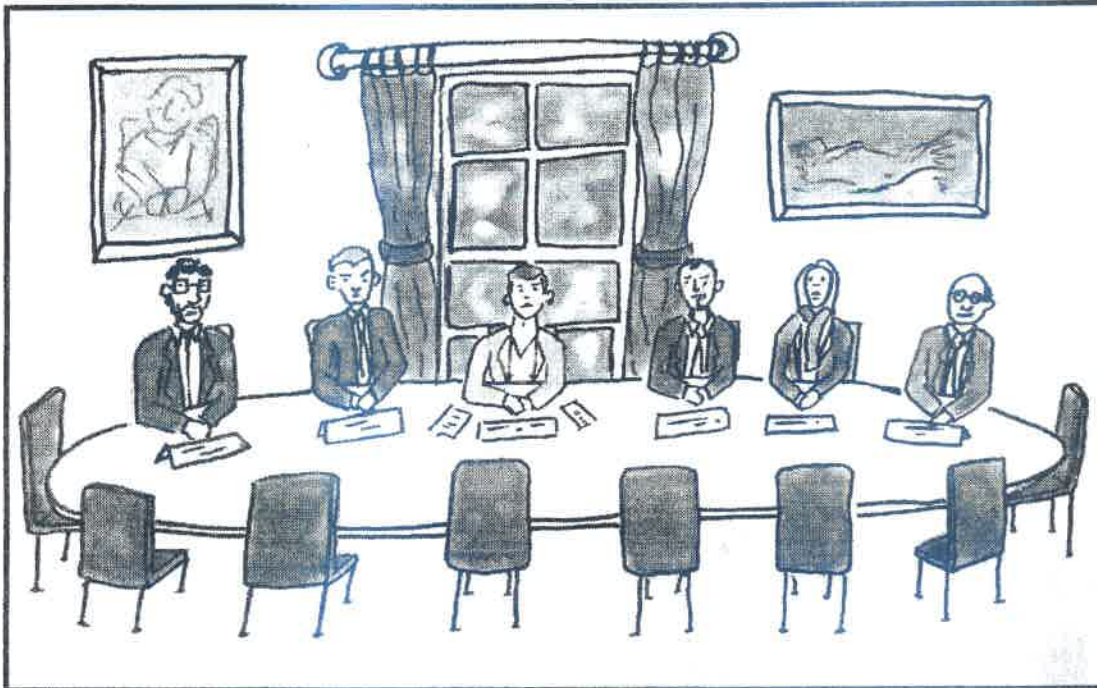
Petites précisions À PROPOS de ce qui suit...



- Tout d'abord, on n'habite pas sur la ZAD, mais on s'y sent fort lié.e.s pour diverses raisons et depuis un bout de temps.
- C'est le bordel en ce moment autour de la ZAD. Personne ne sait quoi faire, nous non plus, et ça nous prend les tripes.
- On n'a pas de solutions miracles, mais on avait envie de le dire.
- Depuis début avril, on a écrit des textes, fait quelques images, et là on s'est décidé à les rassembler, à les imprimer, à les partager.
- On est pas tou.te.s d'accord avec tous les textes suivants, mais c'est pas grave, voire c'est tant mieux (et d'ailleurs, c'est même pas sûr qu'on comprenne tout ce qui est écrit !)

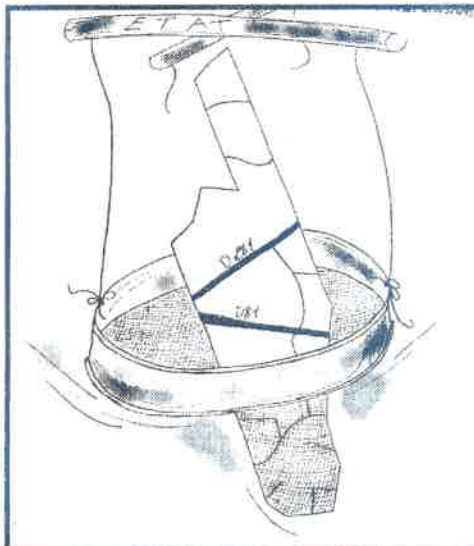
Comme c'est assez éclectique, on vous propose un genre de SOMMAIRE :

- Diviser pour mieux trier, du déjà vu p. 2-4
- Survivre à l'hécatombe ? p. 5
- Comme un étrange sentiment p. 7
- Trajectoires incertaines p. 8-10
- Lettre aux survivant.e.s du désastre p. 11-12
- La peur comme stratégie de division p. 14-17
- La ZAD est morte, vive la ZAD ? p. 18
- Nous saurons nous retrouver p.20-21
- Maux croisés p. 23



IL FAUT ÉLIMINER LES CADRES NON INFLUENÇABLES ET PORTER VERS LE POLIVOIR DES ÉLITES TRIÉES SUR LE VOLET POUR PRÉPARER LES NÉGOCIATIONS DE CESSÉZ-LE-FEU ET SASSURER LA MAÎTRISE DU NOUVEL ÉTAT SUPPOSÉ ÉMERGER DU CONFLIT.

LA FIGURE DE L'ENNEMI INTÉRIEUR INSTITUÉE PAR LA DGR* EST INDISSOCIABLE D'UNE CONCEPTION DE LA POPULATION COMME MILIEU VIVANT, UNE IMAGE CIRCULAIT À CE SUJET SELON LAQUELLE "LE GUERRILLERO EST DANS LA POPULATION COMME UN POISSON DANS L'EAU". LES THÉORICIENS DE LA DGR ONT PROPOSÉ TROIS MODES D'ACTION ÉTABLISSANT UNE GRADATION DANS LES TECHNIQUES DE CONTRÔLE TOTAL DE LA POPULATION EN LA DÉMEMBRANT SOCIALEMENT OU PHYSIQUEMENT :

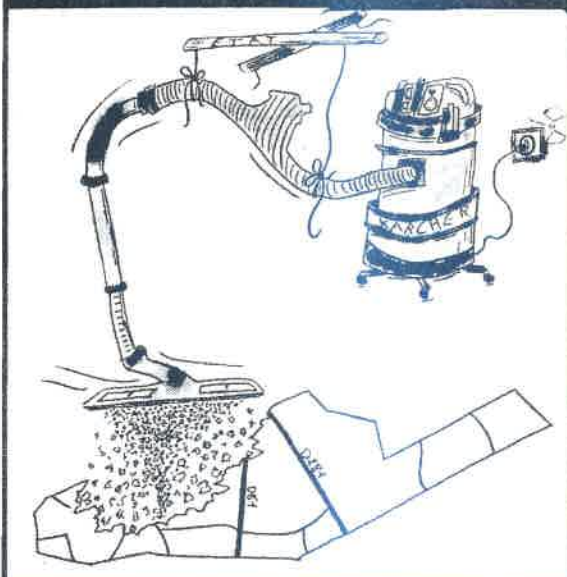


1. FILTRER L'EAU PAR LE QUADRILLAGE.



2. CONTAMINER L'EAU, PAR LA MISE EN PLACE CONTRÔLÉE DE NOUVELLES HIERARCHIES PARALLÈLES.

3. VIDER L'EAU, GRÂCE AUX TECHNIQUES DE DÉPLACEMENT, D'INTERNEMENT...



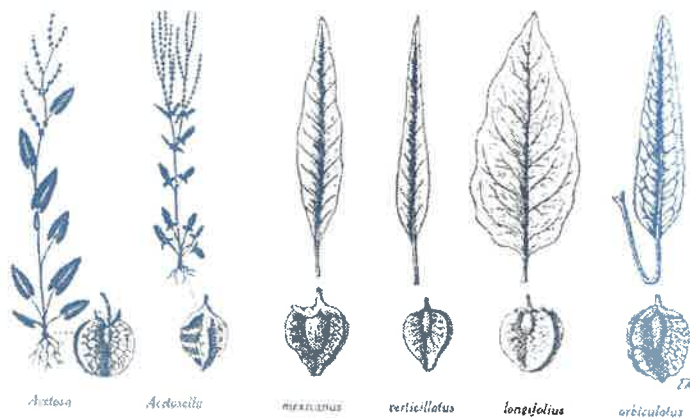
NOTE DES AUTEURICES :

BON, NOUS ON AVAIT ENVIE DE MONTRER TOUT ÇA MAIS AUCUN-E DE NOUS N'HABITE À LA ZAD ON SE SENT LIÉ-E-S À CETTE ZONE PAR LES MULTIPLES ATTACHES À DES LIEUX, À DES GENTE-S QUE LES ANNÉES ONT CRÉÉES AU FIL DES PASSAGES. C'EST POUR ÇA QU'ON AVAIT ENVIE DE VOUS FAIRE PARTAGER NOS INQUIÉTUDES ET PLUTÔT QUE DE METTRE DE L'HUILE SUR LE FEU, ON AVAIT ENVIE DE VISIBILISER LA STRATÉGIE DE NOTRE ENNEMI COMMUN : L'ÉTAT. ON NA PAS LA SOLUTION MAIS ON ESPÈRE QUE ÇA VOUS AIDERA À Y VOIR UN PEU PLUS CLAIR, À PRENDRE DU RECU. EN TOUS CAS, ON RESTE PRÊT-E-S ET DÉTERMINÉ-E-S À VOUS SOUTENIR DE LOIN OU DE PRÈS.

Survivre à l'hécatombe?

Je fais partie d'un collectif agricole, un collectif de vies, de réflexions, d'imaginaires. La pratique agricole en collectif bien que reconnue (moyennant moult efforts) par la MSA, reste un mode de fonctionnement marginal. Je dis marginal, car ce que l'Etat accepte de collectif dans la pratique agricole vise essentiellement à permettre des associations de personnes physiques. En tant que structure associative, nous nous glissons dans les interstices difficiles à combler par la seule rhétorique administrative pour nous barrer la route. Nous nous plions donc à une forme de normalisation et ceci, afin de tenir sur le long terme parce que nous savons bien que le harcèlement administratif épuise jusqu'à la soumission : « va chercher un autre boulot, ou fait en sorte d'être irréprochable lors d'un contrôle sanitaire ». Et encore, nous avons la chance d'avoir pu faire le choix de refuser toute subvention de la PAC et ne pas être ainsi dépendant-e-s de la fluctuation des exigences étatiques pour seulement survivre financièrement. Je parle de chance, mais il s'agit surtout d'une construction politique de groupe qui imbrique intimement l'agriculture à d'autres pans de nos vies. Nous ne mettons pas tous nos œufs dans le même panier, ou plutôt si, mais notre complexité et la solidarité qu'elle implique nous laisse ces quelques champs de libertés.

Cette marginalité (puisque pratique dissidente de ce que le modèle capitaliste nous propose) nous la choisissons malgré les pressions étatiques. Ces complexités, nous les tenons aussi parce que les histoires que d'autres construisent nous donnent l'énergie de ne pas céder au confort intellectuel de la normalisation sans piraterie. La ZAD fait partie de ces histoires et de ces luttes. Elle est bien plus qu'un territoire physique à défendre, mais une inspiration pour des lieux comme les nôtres. La ZAD comme nous l'avons connue en tant que territoire physique est probablement déjà terminée. Reste l'immensité de ce qu'elle a généré. Que certaines fermes souhaitent accepter les conditions de l'Etat à leur existence, nous le comprenons aisément, puisque nous même aurions peur de perdre ce que nous mettons des années à construire. Sauver ce que l'on crée, survivre au milieu de l'hécatombe est understandable si cette stratégie est assumée en tant que telle sans rendre invisible les personnes qui ne font pas ce choix. Mieux vaut-il un peu que que rien du tout ? Soit, mais assumons que ce qui sera sauvé dans les négociations sera la possibilité de construire autre chose, mais sûrement pas la ZAD.





"JE VEUX QUE L'HEXAGONE DEVIENNE AUSSI UN
PAYS DE LICORNES !"

EMMANUEL MACRON, 15 JUIN 2017



Comme un étrange sentiment

Lundi 9 avril. Le clairon sonne. GM et blindés fondent sur ce morceau de bocage ironiquement préservé depuis des décennies par l'État et Vinci. Loin de vous, qui respirez déjà les premières bouffées de lacrymo et recevez les premiers éclats de grenades, on suffoque.

On a l'air malin à plusieurs centaines de kilomètres. Et pourtant, on ne peut pas dire qu'on ne l'a pas vue venir cette expulsion. On l'apercevait de loin mais on tournait la tête. Depuis des semaines, les discussions se focalisaient pourtant autour de la ZAD, de la stratégie de l'État pour vous diviser. De la manœuvre grossière du déblayage « autogéré » de la D281 et, malgré tout, de son succès. De la guerre psychologique qui précédait l'offensive militaire. Les copain-e-s de passage nous racontaient le bordel qui régnait sur la zone, les divisions, les tirages dans les pattes.

Cette ambiance a fait flotter un doute. Venir ou ne pas venir ?

Pourtant, au premier fourgon bleu marine, à la première annonce de destruction, l'évidence nous saute à la gueule : notre place est dans le bocage, à vos côtés. Alors, on fait nos sacs et on débarque. Devant nous, le capitalisme, armé de son bras étatique, dévoile son visage dans toutes ses dimensions. Voilà qu'un coin de bocage lui donne tant de fil à retordre qu'il est acculé à faire rouler les mécaniques de sa machine de guerre. Pour une fois, il n'est pas diffus. Il se tient devant nous avec tous ses artefacts : rangées de GM, blindés, formulaires, injonctions, lacrymos, drones, préfète, pelleteuses, ministres, réunion de « négociation », hélicos... Il fait scintiller ses facettes sur tous les fronts. Nous y voyons le signe qu'il ne prend pas les choses à la légère, qu'un rapport de force est déjà présent et que les jours qui viennent nous diront dans quel déséquilibre il se construit.

Si l'État est prêt à se démasquer pour quelques centaines d'hectares, c'est qu'il perçoit la dangerosité d'un espace qui crée ses propres possibles, de vies qui génèrent un réel hors de son contrôle. Il connaît le pouvoir de contagion d'un tel mouvement. Il veut le détruire, nous détruire. Sur ce point, il n'y a aucun doute. Mais ce ne sont pas tant les cabanes qu'il vise, qu'un imaginaire, une subjectivité autonome. Neutraliser

plutôt qu'anéantir. Normaliser. Former une génération de repentis plutôt que d'enragé-e-s.

Pendant plusieurs jours, dans le bocage, on fait ce qu'on peut. On court de barricade en barricade. Lentement, un vague sentiment d'impuissance déploie sa toile. Et puis, l'impression de faire partie d'une grande pièce de théâtre, d'improviser une scène secondaire pendant que d'autres jouent une partition bien huilée.

Il apparaît de plus en plus clairement que l'opération militaire n'est qu'une manœuvre accessoire pour forcer à la négociation. Car c'est bien plus dans le dialogue opaque avec la préfecture que dans les champs que les choses se jouent.

Pourtant, il n'y a qu'à voir l'empressement de la préfète à féliciter « le gros travail » effectué par les « zadistes » lorsqu'ils ont répondu aux « injonctions du gouvernement », pour mesurer que le rapport de force n'était pas tant en notre défaveur. Après 10 jours, l'État semblait déjà chercher une porte de sortie ou, du moins, une brèche dans laquelle s'engouffrer pour fractionner encore un peu plus les habitant-e-s de la zone.

Le 16 avril, une semaine après le début de l'opération militaire, une rumeur courait sur la zone : la délégation allait refuser le retour à la table des négociations, processus rendu intolérable par l'occupation militaire. Il ne s'agissait pas forcément de rompre tout dialogue, mais à minima de poser des conditions, des limites. Il fallait voir les sourires que cette éphémère nouvelle imprimait sur les visages pour comprendre pourquoi toutes les copain-e-s étaient là. Pas pour sauver quelques hectares pour une agriculture durable et solidaire, ni pour peser dans un processus de compromis avec l'État. Nous étions là, nous sommes là, pour essayer de défendre la possibilité de créer nos propres espaces, géographiques et temporels, en dehors du cadre imposé par le Capital et l'État.

Nous avons réussi à repousser les aménageurs du bocage, ce n'est pas pour les laisser aménager nos vies à coups de projets individuels, de normes, de formulaires, de contrôles...

Nous avons des rêves, des désirs, des utopies. Nous n'avons aucun projet et nous n'en voulons pas.

